

Ce n'est pas abstraitement, en fonction de son idéologie réformiste, que l'on a caractérisé la social-démocratie comme l'agent de la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière. C'est sur la base de l'existence de ce tissu de relations intimes entre la social-démocratie et la bourgeoisie. Vouloir ignorer ce fait, tout en manifestant la volonté d'être « un parti comme les autres », un parti de gouvernement (29), c'est déclarer que nous serons de loyaux gérants du Capitalisme, tant que les larges masses ne voudront pas encore du Socialisme. Déclarer alors que la « démocratie sera une création continue », c'est dire que nous remettons à une date ultérieure, indéterminée, les tâches historiques du prolétariat, et que nous sommes prêts à jouer le rôle des réformistes.

Dans *La marche de la France au Socialisme*, nous lisons encore :

Pour être valable, le programme commun doit permettre de donner à la démocratie politique le contenu économique et social correspondant au moment donné, et acceptable par les différentes classes et couches qui ont intérêt à diriger le cours principal contre la classe ou fraction de classe hostile à la démocratie. Dès lors, il ne faut en aucun cas considérer tel ou tel programme comme définitif, mais avoir le souci de sa constante mise à jour, au fur et à mesure du développement de la démocratie conçue comme création continue. C'est là une donnée importante pour le passage qualitatif de la démocratie au Socialisme. (30)

Bernstein disait plus franchement : « Pour moi le but final, quel qu'il soit n'est rien ; le mouvement est tout ».

Les conditions nouvelles de notre époque justifient-elles Bernstein et Kautsky a posteriori ? Ces conditions nouvelles existent : la force du camp socialiste, la main-mise sous la forme la plus directe de monopoles sur l'Etat dans les pays capitalistes avancés. Mais, peut-on pour autant imaginer la bourgeoisie céder progressivement le pouvoir, renoncer à la résistance parce que sans perspectives de vaincre, accepter en quelque sorte la loi de la majorité ? Au contraire, dans tous les pays capitalistes avancés, nous voyons les régimes en place renforcer leur exécutif, renforcer leurs moyens de pression et de répression sur les masses. A quoi sert ce renforcement sinon à préserver par la violence la dictature de la classe bourgeoise ? Admettons même que malgré le monopole bourgeois de la culture (enseignement, information ...), arrive au parlement une solide majorité « démocratique ». Avec quels moyens ce Parlement appliquerait-il des mesures autres que réformistes, c'est-à-dire acceptables par le grand Capital ? Avec ou sans article 16, le grand Capital est prêt, lui, à exercer sa violence de classe. Nous avons l'expérience du 13 Mai, et nous avons vu comment nos alliés petits bourgeois ont rampé devant le grand Capital, car lui seul disposait de la force. Si le prolétariat n'est pas prêt, lui aussi, à exercer sa violence de classe, ne doutons pas que beaucoup de 13 Mai pourront se produire et répondre à tout mouvement du prolétariat qui risque de déborder « l'ordre ». Nos dirigeants reconnaissent verbalement la violence révolutionnaire lorsqu'il s'agit d'un pays lointain, colonisé de préférence. Ils oublient que le rapport des forces entre classes à l'échelle nationale reste le facteur déterminant, car c'est le seul facteur directement sensible à la grande masse des travailleurs, et que ce rapport est, en dernier ressort, réglé par la violence sociale d'une classe sur l'autre par l'intermédiaire d'un Etat de classe. Pas plus que la bourgeoisie indonésienne, soutenue par l'impérialisme mondial, ne s'est effacée devant les masses, la bourgeoisie française,

(29) Rappelons que le Parti Communiste Finlandais, autre parti de gouvernement, a voté une série de mesures anti-inflationnistes : ceci, en régime capitaliste, signifie sans ambiguïté une réduction du niveau de vie des travailleurs.

(30) Belle caricature du saut dialectique qu'est la révolution prolétarienne : à force de démocratie, (la quantité), on arrive au socialisme (le saut qualitatif) !

soutenue par l'impérialisme européen ou américain s'il le faut, ne s'effacera devant les mouvements de masses, même d'ampleur inégalee.

L'histoire a amplement démontré que *jamais* le socialisme n'a été précédé par une augmentation progressive de la démocratie. *Au contraire*, tous les régimes bourgeois en proie à une crise politique et sociale grave, ont cherché à se survivre par la violence et la dictature. Les exemples « quotidiens » pourraient-on dire, d'Asie, d'Afrique, ou d'Amérique Latine, sans rappeler les conditions de la prise du pouvoir dans les pays socialistes, démontrent l'inanité des théories de l'évolution continue et pacifique vers le Socialisme. L'exemple, souvent avancé, de la Tchécoslovaquie, est révélateur : en fait de passage pacifique et parlementaire au Socialisme, on ne peut nier que c'est la présence « physique » de l'Armée Rouge, qui a joué le rôle du prolétariat en armes, et a empêché la réaction tchèque, soutenue par la bourgeoisie internationale, de prendre les armes pour renverser le régime.

IV. FAUT-IL FAIRE L'UNITE AVEC LA S.F.I.O. ?

Nos dirigeants ont fait de l'unité le remède à tous les problèmes. Du « tous ensemble », tout découle, comme par miracle : la démocratie, la dictature du prolétariat, le socialisme ...

Les mots d'ordre du type « Unité à tout prix », les panégyriques passionnés, tout illustre clairement l'aspect magique que l'on veut donner à l'Unité, dont le contenu de classe concret est rarement évoqué ; Unité de qui ? Sur quoi ? Pour quoi faire ? L'unité du prolétariat anglais derrière le réformisme le plus traditionnel montre bien que l'unité en soi ne résout pas tous les problèmes.

En pratique, la politique unitaire de notre direction conduit à pactiser avec d'authentiques représentants de la bourgeoisie et même de la bourgeoisie « atlantiste ». Tout ceci n'est, paraît-il, que le premier stade d'une dialectique complexe, unité à la base-unité au sommet. Les accords d'organisation à organisation quelqu'en soit le contenu, (cf. Accord électoral), favoriseraient le développement de l'Unité à la base, obligerait les directions à respecter et à développer ces accords, les dirigeants S.F.I.O., ou radicaux (en particulier les députés !), n'auraient bientôt plus le choix : perdre leurs électeurs, ou se soumettre à la volonté des masses, c'est-à-dire, sans doute, abandonner leur politique de collaboration de classe.

Nos dirigeants présentent donc aux masses la perspective de faire pression sur le personnel politique qu'utilise traditionnellement la bourgeoisie, à destination du prolétariat et des couches petites bourgeoises. Pour arriver au Socialisme de cette façon, la poussée des masses devra être, on s'en doute, plus que phénoménale. Aussi nous dit-on qu'il faudra un mouvement de masse d'« ampleur inégalee ». En 36, en 45, nous avons déjà connu des mouvements d'ampleur inégalee, qui ont amené de réelles améliorations au sort des travailleurs. Ces conquêtes partielles sont et seront toujours possibles dans le cadre du régime bourgeois. Tant que le mouvement des masses est mené par les organisations ouvrières sur des objectifs limités, réformistes, et tant que ces organisations gardent le contrôle réel du mouvement, la bourgeoisie sera toujours prête à discuter.

Ces revendications ne remettent pas en cause son rôle de répartiteur des richesses à l'échelle nationale, elle espère toujours pouvoir reprendre plus tard de la main droite ce qu'elle vient d'accorder de la main gauche. Cet espoir n'est pas vain : le statut des comités d'entreprises, par exemple, n'a jamais été appliqué depuis 47 ; de même, les atteintes au régime de la Sécurité Sociale se poursuivent encore sous nos yeux. S'agit-il là d'un « ordre des choses » inévitable ? Certainement, aussi longtemps que c'est la bourgeoisie qui gèrera les conquêtes ouvrières. La S.F.I.O., la F.G.D.S., et autres démocrates seront certainement sensibles aux mouvements « d'ampleur inégalee ». Et ils ne seront que trop heureux de voir le Parti oublier la conquête du pouvoir (le but) et se contenter des conquêtes partielles (le mouvement). L'ampleur inégalee ne pourra être qu'un feu de paille, si le problème fondamental n'est pas posé : obtenir les instruments (comités d'usine, conseils ouvriers) par lesquels les masses s'exprimeront et exerceront elles-mêmes leur pouvoir. Ignorer ce problème, lorsqu'on parle de Démocratie Véritable, c'est laisser entendre que, comme en 36 et en 45, les communistes répèteront aux masses ce que leur disent les bourgeois